

... La plus importante de ces questions est celle qui a trait à l'obligation de rendre compte des sociétés propriété de l'État. Les citoyens canadiens peuvent, à juste titre, se dire les principaux actionnaires de ces entités; les parlementaires sont leurs porte-parole. Les sociétés propriété de la Couronne doivent être tenues de rendre compte de leur gestion par l'intermédiaire du Parlement.

L'impact qu'ont ces entités sur l'économie et sur la vie des Canadiens est plus grand que jamais. Le nombre de personnes qui travaillent pour le compte des entités propriété de la Couronne dépasse maintenant celui des employés des ministères et des organismes fédéraux, si l'on fait exception de la GRC et des Forces armées. On a créé un sous-gouvernement afin de réaliser certains des objectifs sociaux et économiques du gouvernement.

Le vérificateur général a traité les sociétés de la Couronne de sous-gouvernement. Si vous croyez dans notre régime de démocratie parlementaire où les représentants élus du peuple surveillent les dépenses publiques, ces sociétés de la Couronne qui échappent à toute surveillance constituent en réalité une espèce de pays distinct auquel les Canadiens envoient chaque année 30 milliards de dollars, mais sur lequel ils n'ont pratiquement aucun droit de regard.

Nous savons tous que certaines sociétés de la Couronne commettent des abus révoltants. Ainsi, la société Petro-Canada a payé à peu près le double de ce qu'elle aurait dû payer pour acheter la société Petrofina, les Canadiens payant la différence lorsqu'ils achètent de l'essence, et elle paie 400 millions de plus qu'elle ne l'avait annoncé pour les actions de la société BP—ces deux transactions ne sont pas conformes au mandat que le Parlement avait accordé à cette société de la Couronne. Elle a pris une initiative que le Parlement ne lui avait pas permis de prendre et elle l'a fait d'une façon extravagante et inadmissible.

Ce sont des abus, mais je ne vais pas me mettre à énumérer tous les abus qui ont été commis, car je veux m'en tenir aux principes. Ces abus ne constituent que les aspects les plus voyants des activités des sociétés de la Couronne qui forment maintenant en quelque sorte un pays distinct que nous subventionnons sans avoir aucun droit sur lui. Ce monde à part des sociétés de la Couronne dépense 30 milliards de dollars chaque année. C'est-à-dire plus que le budget annuel de l'Espagne, plus que celui de la Grèce, de l'Autriche, de la Finlande, de l'Irlande et de la Suisse. Pourtant, ces pays-là ont tous des gouvernements qui permettent à leurs habitants d'exercer un certain contrôle sur leurs dépenses. Nos sociétés de la Couronne qui dépensent l'argent des contribuables, semblent ignorer ce principe démocratique. Le seul lien qui les unisse aux contribuables, c'est qu'elles se chargent de dépenser leur argent. Elles font fi de la démocratie. Elles sont en mesure d'exercer un pouvoir arbitraire beaucoup plus étendu que des pays tels que la Suisse, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, la Finlande, l'Autriche et bien d'autres.

Le gouvernement libéral, cet architecte du séparatisme québécois, prétend s'inquiéter que le Québec cherche à s'échapper de l'emprise du Canada. Le budget du Québec l'an dernier dépassait un peu les 20 milliards de dollars. Par contre, le budget de ce monde déjà séparé que sont les sociétés de la Couronne, s'élevait à 30 milliards de dollars et théoriquement parlant, il n'existe pas de limite à la croissance de leurs dépenses. Le gouvernement libéral a délibérément, non pas par accident, usé de son pouvoir de créer un nombre sans limite de sociétés de la Couronne, des additions sans limite à ce monde coûteux, nourri de fonds publics et séparés, qui échappe au contrôle du Parlement et des représentants élus du peuple canadien.

### Les subsides

#### [Français]

Nous ne savons pas combien de millions de dollars ont été gaspillés par des sociétés de la Couronne. Dans un cas le vérificateur général signale, et je cite:

Nous n'avons pas encore évalué jusqu'à quel point le 1.7 milliard de dollars investi par le gouvernement du Canada pour l'achat des actions de la société Petrofina Canada Inc. avait été dépensé en tenant compte de l'économie.

Dans un autre cas, au sujet des lettres d'accord, il a dit ceci, et je cite:

Au cours des dix dernières années, plus d'un milliard de dollars ont été prêtés à Canadair au moyen d'une série de lettres d'accord... Le plafond autorisé est de 1.35 milliard. Ces deniers publics sont dans une situation de risque sans que l'on ait au préalable, à mon avis, des critères et des objectifs précis pour justifier la décision de fournir une aide financière, de la renouveler ou de la retirer.

Monsieur le Président, le témoignage du vérificateur général est bien clair. Il vient de dire, il pense que 1.35 milliard de dollars sont, et je cite:

dans une situation de risque.

#### [Traduction]

La BP va finalement coûter au moins 400 millions de plus que prévu. Cela nous amène à près de 2 milliards pour deux compagnies seulement. Le gouvernement a gaspillé cet argent alors qu'il oblige les personnes âgées à se priver de \$290 et qu'il prétend ne pas pouvoir trouver d'argent pour créer des emplois.

Le vérificateur général a très bien décrit la situation en disant:

Il existe, en effet, plus de 300 sociétés de ce genre, y compris les filiales qui emploient quelque 263.000 Canadiens. Les revenus des sociétés de la Couronne ont été de \$31.9 milliards au cours de l'exercice le plus récent et leurs dépenses se sont chiffrées à \$33.6 milliards. La plupart de ces sociétés ne sont pratiquement pas connues, même des contribuables les mieux informés. L'ensemble de ces sociétés, toutefois, exigent des contribuables un investissement qui souvent constitue un placement à perte.

Ce qu'on vole aux contribuables, ce sont les centaines de millions de dollars que l'on extorque aux retraités, que l'on extorque aux petites entreprises sous forme d'impôts, que l'on extorque aux Canadiens qui achètent de l'essence pour le donner à des sociétés de la Couronne qui le dépensent à leur guise sans avoir de comptes à rendre. Si cet argent était utilisé à bon escient, il pourrait créer des emplois, créer des richesses et redonner espoir aux Canadiens.

**Des voix: Bravo!**

**M. Clark:** Alors qu'il gaspille tout cet argent, le gouvernement vient nous demander la permission de prélever dans les poches des pensionnés canadiens \$290 au cours des deux prochaines années. Il gaspille 2 milliards pour créer deux organismes de la Couronne, mais il va puiser dans les poches des retraités.

Laissez-moi vous expliquer pourquoi cela sape la confiance des investisseurs, pourquoi cela nous empêche d'attirer des investissements, de créer des emplois et de faire prospérer notre économie. Ce genre de situation est un véritable signal d'alarme pour les investisseurs du Canada et du monde entier.

Non seulement nous avons le déficit considérable dont le gouvernement admet l'existence, même s'il n'est jamais très sûr de son ampleur, mais encore la légèreté dont le gouvernement fait preuve vis-à-vis des sociétés de la Couronne nous permet de croire que les pertes sont encore plus importantes. Il s'agit de pertes dont nous n'avons pas connaissance, que nous ne pouvons pas chiffrer et que l'on cache délibérément au Parlement. Toutes ces pertes cachées sont autant de raisons que